

Procédure file

Informations de base		
DEC - Procédure de décharge	2007/2047(DEC)	Procédure terminée
Décharge 2006: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail		
Sujet 8.70.03.07 Décharges antérieures		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	CONT Contrôle budgétaire	NI MARTIN Hans-Peter	27/03/2007
Parlement européen	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	EMPL Emploi et affaires sociales	PSE MADEIRA Jamila	17/12/2007
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil Affaires économiques et financières ECOFIN	Réunion 2847	Date 12/02/2008
Commission européenne	DG de la Commission Budget	Commissaire KALLAS Siim	

Evénements clés			
30/03/2007	Publication du document de base non-législatif	SEC(2007)1055	Résumé
25/10/2007	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
26/03/2008	Vote en commission		Résumé
03/04/2008	Dépôt du rapport de la commission	A6-0111/2008	
22/04/2008	Résultat du vote au parlement		
22/04/2008	Débat en plénière		
22/04/2008	Décision du Parlement	T6-0142/2008	Résumé
22/04/2008	Fin de la procédure au Parlement		
31/03/2009	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de procédure	2007/2047(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
Base juridique	Règlement du Parlement EP 100
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	CONT/6/53857

Portail de documentation					
Document de base non législatif		SEC(2007)1055	30/03/2007	EC	Résumé
Cour des comptes: avis, rapport		N6-0004/2008 JO C 309 19.12.2007, p. 0001	15/11/2007	CofA	Résumé
Document de base non législatif complémentaire		05843/2008	29/01/2008	CSL	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE396.689	13/02/2008	EP	
Avis de la commission	EMPL	PE400.444	05/03/2008	EP	
Amendements déposés en commission		PE402.802	06/03/2008	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A6-0111/2008	03/04/2008	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T6-0142/2008	22/04/2008	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2008)3169	28/05/2008	EC	

Acte final	
Budget 2009/197 JO L 088 31.03.2009, p. 0093	Résumé

Décharge 2006: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

OBJECTIF : présentation des comptes définitifs de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour l'exercice 2006.

CONTENU : le présent document propose un état des lieux chiffré des dépenses de la Fondation pour l'exercice 2006. Il indique que le budget définitif de la Fondation se monte à 19,8 Mios EUR (contre 19,3 Mios EUR en 2005) constitué à 98,9% d'une subvention communautaire.

En termes d'effectifs, la Fondation dont le siège est situé à Dublin (Irlande) compte officiellement 94 postes dont 89 effectivement pourvus + 10 autres emplois (experts nationaux détachés, personnel intérimaire et agents contractuels), soit actuellement 99 postes effectifs assumant des tâches opérationnelles, administratives ou mixtes. Les dépenses de personnel ont représenté en 2006, 9,774 Mios EUR (crédits définitifs payés).

La Fondation a pour tâche essentielle de contribuer à l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail par la diffusion des connaissances, l'échange d'informations et d'expériences, la concertation avec les universités, centres d'études et organisations de la vie économique et sociale et des études et projets pilotes ou des collaborations avec des organismes spécialisés dans le domaine des conditions de travail.

En 2006, l'assistance fournie par la Fondation a porté sur les domaines suivants :

Suivi et enquêtes :

- création d'un réseau d'observatoires européens (NEO) couvrant les 3 anciens réseaux rattachés à l'Observatoire européen des relations industrielles (EIRO), à l'Observatoire européen des conditions de travail (EWCO) et à l'Outil de veille sur les restructurations d'entreprises (ERM) ;
- 4^{ème} enquête sur les conditions de travail: premiers résultats ;
- 1^{ère} enquête sur les entreprises: premiers résultats.

Emploi et restructurations :

- études sur le secteur de l'alimentation et des boissons et sur les services aux entreprises à fort contenu en connaissances ;
- rapport sur la mobilité géographique et sur la mobilité du marché du travail en Europe ;
- publication d'une étude sur les « lieux de travail attractifs pour tous: une contribution à la stratégie de Lisbonne au niveau des entreprises » ;
- rapport sur l'offre de main-d'œuvre dans les services de soins.

Équilibre vie-travail et conditions de travail :

- 4^{ème} enquête sur les conditions de travail ;
- rapport d'ensemble sur « 15 ans d'enquêtes européennes sur le travail: tendances » ;
- mesure de la satisfaction concernant l'emploi ;
- rapports sur le temps de travail fondés sur l'enquête relative aux entreprises.

Relations industrielles (RI) et partenariats :

- étude sur l'évolution du temps de travail et des salaires ;
- comités d'entreprise européens: rapports et études de cas ;
- profils par pays des RI ;
- renforcement des capacités pour le dialogue social: rapports sur les nouveaux États membres et sur la Turquie.

Cohésion sociale et qualité de vie :

- mise à jour de la base de données EurLIFE ;
- vieillissement de la population active et gestion des âges: rapports et études de cas ;
- services d'assistance de retour à l'emploi pour personnes handicapées.

Communication et partage d'idées et d'expériences :

- 332 publications, 53 communiqués de presse, 40% d'augmentation de l'utilisation du web, 16% d'augmentation des coupures de presse ;
- campagnes de promotion «Votre travail, votre vie; trouver un équilibre entre les besoins des entreprises et la satisfaction du travailleur» et «Quatrième enquête sur les conditions de travail: ce que disent les travailleurs» ;
- Forum de la Fondation 2006 «Europe compétitive et Europe sociale ? Partenaires ou rivales ? » ;
- séminaires pour le réseau d'entreprises ;
- série de séminaires de la Fondation sur le thème «Flexicurité et employabilité» ;
- partage d'expériences avec les centres nationaux d'Autriche, de Belgique, d'Estonie, de Finlande, de France, de Hongrie, d'Italie, du Luxembourg, d'Espagne et du Royaume-Uni ;
- mise en place de stands à la « Semaine de l'emploi » à Bruxelles et à la conférence du PSE à Porto.

À noter que la publication complète des comptes 2006 de la Fondation figure à l'adresse suivante :

<http://www.eurofound.europa.eu/about/publicaccess/categories/finance/2007.htm>

Décharge 2006: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

La commission du contrôle budgétaire a adopté le rapport de M. Hans-Peter MARTIN (NI, AT) recommandant au Parlement de donner décharge au directeur de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sur l'exécution de son budget pour l'exercice 2006.

La commission parlementaire prend acte des comptes annuels définitifs de la Fondation tels qu'ils sont présentés en annexe au rapport de la Cour des comptes.

Les députés font ensuite une série de remarques d'ordre général sur les agences de l'Union avant de revenir sur le cas individuel de la Fondation.

1) Remarques générales concernant la majorité des agences de l'UE : les députés constatent que les budgets des 24 agences et autres organismes décentralisés contrôlés par la Cour des comptes représentent un montant total de plus de 1 milliard EUR et que leur nombre est en constante augmentation. Les agences qui font l'objet d'une procédure de décharge sont ainsi passées de 8 en 2000 à 20 en 2006. Ils estiment dès lors que la procédure de contrôle/décharge est devenue très lourde et disproportionnée par rapport à la taille relative des agences et qu'à l'avenir, ce type de procédure devrait être simplifiée et rationalisée pour les agences décentralisées.

Sur le fond de l'analyse financière, les députés s'expriment comme suit :

- Considérations de principe : vu le nombre sans cesse croissant d'agences, les députés demandent à la Commission qu'avant toute création de nouvelle agence, la Commission clarifie le type d'organisme et ses objectifs, sa structure de gouvernance, ses services, ses clients, ses relations avec les acteurs extérieurs, sa responsabilité en termes budgétaires, sa planification financière et sa politique du personnel. Ils demandent également que chacune d'entre elles soit soumise à une convention de résultats reprenant les grands objectifs de l'année à venir et que ces résultats soient contrôlés à intervalles réguliers par la Cour des comptes (et étendant notamment l'analyse financière des dépenses à l'efficience administrative des agences). Plus largement, les députés estiment que pour les agences qui surestiment constamment leurs besoins budgétaires, un ajustement technique devrait être opéré sur la base des postes vacants afin de réduire les recettes affectées des agences et donc, plus globalement, des dépenses administratives de l'Union. Ils rappellent que le reproche fait à certaines agences de ne pas respecter les dispositions relatives aux marchés publics, au règlement financier, au statut, etc., constitue un problème préoccupant qui s'explique principalement par l'inadaptation de la législation existante pour des organisations de petite taille. Il faut donc rechercher une solution rapide pour renforcer l'efficacité de la réglementation en regroupant les fonctions administratives des différentes agences ou en mettant en place des dispositions

d'exécution qui leur sont plus adaptées. Les députés suggèrent également que, lors de l'élaboration de l'avant-projet de budget, la Commission tienne compte des résultats de l'exécution du budget des différentes agences au cours des années précédentes, et qu'elle revoie le budget demandé par les agences au vu de l'exécution financière antérieure. Si la Commission n'opère pas ce rectificatif, les députés souhaitent que sa commission compétente ramène elle-même le budget en question à un niveau réaliste. Parallèlement, les députés rappellent qu'ils attendent de la Commission qu'elle présente tous les 5 ans une étude sur la valeur ajoutée de chaque agence et qu'elle n'hésite pas à fermer une agence si l'analyse conclue à son inutilité. Une telle évaluation est attendue dans les plus brefs délais sachant qu'aucune évaluation de ce type n'a été présentée à ce jour. Par ailleurs, les députés souhaitent que les recommandations de la Cour des comptes soient mises en œuvre sans délai et que le niveau des subventions versées aux agences s'aligne sur leurs besoins réels en trésorerie.

- Présentation des informations : constatant qu'il n'y a pas d'approche commune aux agences en ce qui concerne la présentation des informations, les députés rappellent qu'ils ont déjà exigé des directeurs d'agences qu'ils assortissent leurs rapports d'activité annuels, d'une déclaration d'assurance concernant la légalité et la régularité des opérations, sur le modèle des déclarations signées par les directeurs généraux de la Commission. Ils demandent dès lors à la Commission de modifier en conséquence ses instructions à l'intention des agences et élabore avec elles un modèle uniforme de présentation des informations incluant i) un rapport annuel destiné au grand public sur les activités de l'organisme et ses résultats ; ii) un état financier avec un rapport sur l'exécution du budget de l'agence ; iii) un rapport d'activité des directeurs d'agence (tel qu'exigé ci-avant par le Parlement depuis 2005) ; iv) une déclaration d'assurance signée par le directeur de l'organisme.
- Constatations générales de la Cour des comptes : les députés reviennent sur certaines constatations récurrentes de la Cour, notamment en matière de déboursement des subventions octroyées par la Commission (insuffisamment étayées par des besoins réels de trésorerie), la non application du système comptable ABAC par certaines agences ou les charges cumulées afférentes aux congés non pris comptabilisées par certains organismes. Ils attendent des mesures rapides dans ces domaines ainsi que des améliorations dans les procédures d'audit interne des agences. Les députés suggèrent également la possibilité de mettre sur pied un conseil de discipline commun à toutes les agences, puisqu'il sera difficile à chacune d'elle de créer son propre conseil de discipline, vu la petite taille de certaines agences.
- Projet d'accord interinstitutionnel : les députés rappellent le projet d'accord interinstitutionnel (AII) de la Commission pour un encadrement des agences européennes de régulation (voir [ACI/2005/2035](#)) qui visait à créer un cadre pour la création, les structures, le fonctionnement, l'évaluation et le contrôle des agences européennes de régulation et attendent qu'il aboutisse au plus tôt. Ils se réjouissent notamment de l'engagement pris par la Commission de présenter une communication sur l'avenir des agences de régulation dans le courant de l'année 2008.

2) Aspects propres à la Fondation européenne sur les conditions de vie et de travail : les députés rappellent que la Cour des comptes a de nouveau trouvé des taux de report élevés dans l'exécution du budget de la Fondation pour 2006 (43% pour les dépenses administratives et 45% pour les activités opérationnelles). Ils attirent notamment l'attention sur les doutes émis par la Cour sur le respect, par la Fondation, du principe d'annualité budgétaire, sur la conformité de l'adjudication de deux contrats et sur l'inscription au budget 2006 de montants à octroyer intégralement en 2007, ou encore sur le non respect des critères de sélection des fonctionnaires. En outre, la Cour a émis des doutes sur les procédures de recrutement et de sélection du personnel même si la Fondation précise que désormais tous les avis de vacance comportent une indication claire sur la réussite aux tests, comme élément de base pour une embauche.

Les députés indiquent par ailleurs qu'en 2006, la Fondation a mis en place un système de gestion pour améliorer son efficacité organisationnelle grâce à une plus grande transparence et une meilleure coordination dans l'utilisation de ses ressources. Elle a également mis en place un système de contrôle des performances ainsi qu'un système de passation des marchés plus clair. Enfin, la Fondation a lancé en 2006 un exercice d'évaluation ex-post de son programme de travail 2001-2004, de manière à déterminer son impact, la valeur ajoutée de son travail et de son efficacité.

Décharge 2006: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Le Parlement européen a adopté par 624 voix pour, 19 contre et 42 abstentions une décision qui vise à octroyer la décharge au directeur de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sur l'exécution de son budget pour l'exercice 2006. La décision d'octroyer la décharge vaut également clôture des comptes pour cette agence communautaire.

Parallèlement, le Parlement a adopté par 621 voix pour, 19 contre et 45 abstentions une résolution contenant les observations qui font partie intégrante de la décision de décharge. Le rapport avait été déposé en vue de son examen en plénière par M. Hans-Peter MARTIN (NI, AT) au nom de la commission du contrôle budgétaire.

Comme cela est le cas pour toutes les agences communautaires, la résolution du Parlement est structurée en 2 parties : une première consacrée à des remarques d'ordre général sur les agences de l'Union ; une deuxième revenant sur le cas particulier de la Fondation.

1) Remarques générales concernant la majorité des agences de l'UE : le Parlement constate que les budgets des 24 agences et autres organismes décentralisés contrôlés par la Cour des comptes représentent un montant total de plus de 1 milliard EUR et que leur nombre est en constante augmentation. Les agences qui font l'objet d'une procédure de décharge sont ainsi passées de 8 en 2000 à 20 en 2006. Il estime dès lors que la procédure de contrôle/décharge est devenue très lourde et disproportionnée par rapport à la taille relative des agences et qu'à l'avenir, ce type de procédure devrait être simplifié et rationalisé pour les agences décentralisées.

Sur le fond de l'analyse financière, le Parlement s'exprime comme suit :

- Considérations de principe : vu le nombre sans cesse croissant d'agences, le Parlement demande à la Commission qu'avant toute création de nouvelle agence, celle-ci clarifie le type d'organisme envisagé et ses objectifs, la structure de gouvernance, les services, les clients et les relations qu'elle aurait avec les acteurs extérieurs, sa responsabilité en termes budgétaires, sa planification financière et sa politique du personnel. Il demande également que chacune d'entre elles soit soumise à une convention de résultats reprenant les grands objectifs de l'année à venir et que ces résultats soient contrôlés à intervalles réguliers par la Cour des comptes (et étendant notamment l'analyse financière à l'efficacité administrative de l'agence). Plus largement, le Parlement estime que pour les agences qui surestiment constamment leurs besoins budgétaires, un ajustement technique devrait être opéré sur la base des postes vacants afin de réduire les recettes affectées des agences et donc, plus globalement, des dépenses administratives de l'Union. Il rappelle que le reproche fait à certaines agences de ne pas respecter les dispositions relatives aux marchés publics, au règlement financier, au statut, etc., constitue un problème préoccupant qui s'explique principalement par l'inadaptation de la

législation existante à des organisations de petite taille. Il faut donc rechercher une solution rapide pour renforcer l'efficacité de la réglementation en regroupant les fonctions administratives des différentes agences ou en mettant en place des dispositions d'exécution qui leur sont plus adaptées. Le Parlement suggère également que, lors de l'élaboration de l'avant-projet de budget, la Commission tienne compte des résultats de l'exécution du budget des différentes agences au cours des années précédentes, et qu'elle revoie le budget demandé par les agences au vu de l'exécution financière antérieure. Si la Commission n'opère pas ce rectificatif, le Parlement souhaite que sa commission compétente ramène elle-même le budget en question à un niveau réaliste. Parallèlement, le Parlement rappelle qu'il attend de la Commission qu'elle présente tous les 5 ans une étude sur la valeur ajoutée de chaque agence et qu'elle n'hésite pas à fermer une agence si l'analyse conclue à son inutilité. Une telle évaluation est attendue dans les plus brefs délais sachant qu'aucune évaluation de ce type n'a été présentée à ce jour. Par ailleurs, le Parlement souhaite que le niveau des subventions versées aux agences s'aligne sur leurs besoins réels en trésorerie ;

- Présentation des informations : constatant qu'il n'y a pas d'approche commune aux agences en ce qui concerne la présentation des informations, le Parlement rappelle qu'il a déjà exigé des directeurs d'agences qu'ils assortissent leurs rapports d'activité annuels, d'une déclaration d'assurance concernant la légalité et la régularité des opérations, sur le modèle des déclarations signées par les directeurs généraux de la Commission. Il demande dès lors à la Commission de modifier en conséquence ses instructions à l'intention des agences et qu'elle élabore avec elles un modèle uniforme de présentation des informations incluant i) un rapport annuel destiné au grand public sur les activités de l'organisme et ses résultats ; ii) un état financier avec un rapport sur l'exécution du budget de l'agence ; iii) un rapport d'activité des directeurs d'agence (tel qu'exigé ci-avant par le Parlement depuis 2005) ; iv) une déclaration d'assurance signée par le directeur de l'organisme ;
- Constatations générales de la Cour des comptes : le Parlement revient sur certaines constatations récurrentes de la Cour, notamment en matière de déboursement des subventions octroyées par la Commission (insuffisamment étayées par des besoins réels de trésorerie), la non application du système comptable ABAC par certaines agences ou les charges cumulées afférentes aux congés non pris comptabilisées par certains organismes. Il attend des mesures rapides dans ces domaines ainsi que des améliorations dans les procédures d'audit interne des agences. Le Parlement suggère également la possibilité de mettre sur pied un conseil de discipline commun à toutes les agences, puisqu'il sera difficile à chacune d'elles de créer son propre conseil de discipline, vu la petite taille de certaines agences ;
- Projet d'accord interinstitutionnel : le Parlement rappelle le projet d'accord interinstitutionnel (AII) de la Commission pour un encadrement des agences européennes de régulation (voir [ACI/2005/2035](#)) qui visait à créer un cadre pour la création, les structures, le fonctionnement, l'évaluation et le contrôle des agences européennes de régulation et attend qu'il aboutisse au plus tôt. Il se réjouit notamment de l'engagement pris par la Commission de présenter une communication sur l'avenir des agences de régulation dans le courant de l'année 2008.

2) Remarques propres à la Fondation européenne sur les conditions de vie et de travail : le Parlement rappelle que la Cour des comptes a de nouveau trouvé des taux de report élevés dans l'exécution du budget de la Fondation pour 2006 (43% pour les dépenses administratives et 45% pour les activités opérationnelles). Il attire notamment l'attention sur les doutes émis par la Cour sur le respect, par la Fondation, du principe d'annualité budgétaire, sur la conformité de l'adjudication de deux contrats et sur l'inscription au budget 2006 de montants à octroyer intégralement en 2007, ou encore sur le non respect des critères de sélection des fonctionnaires. En outre, la Cour a émis des doutes sur les procédures de recrutement et de sélection du personnel même si la Fondation précise que désormais tous les avis de vacance comportent une indication claire sur la réussite aux tests, comme élément de base pour une embauche.

Le Parlement indique, par ailleurs, qu'en 2006, la Fondation a mis en place un système de gestion pour améliorer son efficacité organisationnelle grâce à une plus grande transparence et une meilleure coordination dans l'utilisation de ses ressources. Elle a également mis en place un système de contrôle des performances ainsi qu'un système de passation des marchés plus clair. Enfin, la Fondation a lancé en 2006 un exercice d'évaluation ex-post de son programme de travail 2001-2004, de manière à déterminer son impact, la valeur ajoutée de son travail et de son efficacité.

Décharge 2006: Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

OBJECTIF : octroi de la décharge à la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour l'exercice 2006.

ACTE LÉGISLATIF : Décision 2009/197/CE du Parlement européen concernant la décharge sur l'exécution du budget de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail pour l'exercice 2006.

CONTENU : avec la présente décision, le Parlement européen donne décharge au directeur de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sur l'exécution du budget de la Fondation pour l'exercice 2006.

La décision est conforme à la résolution du Parlement européen approuvée le 22 avril 2008 et comporte une série d'observations qui font partie intégrante de la décision de décharge (se reporter au résumé de l'avis du 22 avril 2008).